

CLÔTURE DE LA 17È ÉDITION DES ATELIERS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES (ADDT)

Le 23 octobre 2025, le CPIE Mayenne et l'Union Régionale des CPIE des Pays de la Loire ont organisée une journée dédiée aux transitions écologiques dans le monde agricole, à Laval (53).

Cette journée a réuni plus de 130 professionnels venus bénéficier des retours d'expériences d'associations et collectivités engagées en faveur de la transition écologique dans le monde agricole. Ces expériences nous ont montré qu'il était possible d'agir, de diverses manières mais toujours dans un même but : protéger l'environnement et les populations.

Denis Leduc et Jean Thouroude, co-présidents de l'Union Régionale des CPIE des Pays de la Loire ont souhaité vous faire part de leur vision sur cette thématique à la suite de la journée. Vous retrouverez également dans les pages suivantes les rapports d'étonnement des 2 intervenants de la journée, à savoir Pauline Salcedo, élue à Blois et spécialiste en transition agricole & alimentaire, et Frédéric Wallet, Docteur en économie & Chercheur à l'INRAE Toulouse.

Denis Leduc

" Occupant 67 % de l'espace ligériens, ayant un impact déterminant sur les enjeux environnementaux et de santé dans le sens "one health" il est indispensable que l'avenir de l'agriculture se définisse dans un projet sociétal, avec, à la clé, un nouveau contrat social passé entre les paysans et les citoyens. "

Jean Thouroude

" Cette journée, riche en retours d'expérience, nous montre que les modèles agricoles sont à discuter et à construire par tous, dans un travail de consensus entre toutes les parties prenantes : les agriculteurs, les collectivités territoriales et les citoyens. Voilà un des enjeux prioritaires d'aujourd'hui pour préparer demain ! "



RAPPORT D'ÉTONNEMENT DE PAULINE SALCEDO

Un constat toujours aussi inquiétant

Comme beaucoup de rencontres sur les questions agricoles, la journée a débuté par un rappel implacable : notre système alimentaire n'est ni durable ni juste. Les chiffres partagés par Frédéric Wallet ont de quoi frapper, même lorsqu'on les connaît déjà :

- 80 % des aides PAC concentrées sur 20 % des exploitations ;
- seulement 48 % des sols en bon état ;
- aucun recul de l'usage des pesticides depuis 2008 ;
- 170 milliards d'euros d'externalités négatives par an ;
- un cinquième des familles agricoles vivant sous le seuil de pauvreté ;
- la disparition de 70 % des haies depuis 1950...

Face à ces données, l'auditoire partage le même sentiment d'impuissance : comment un modèle aussi délétère peut-il encore perdurer ? La question reviendra sur les post-it : peut-on réellement nourrir le monde autrement ?

Oui, nourrir durablement est possible

Frédéric Wallet a rappelé un point souvent oublié : selon la FAO, il est tout à fait possible de nourrir l'humanité avec une agriculture durable, biologique et paysanne, à trois conditions :

- Réduire le gaspillage alimentaire ;
- Faire évoluer les régimes alimentaires (notamment en diminuant la part des protéines animales) ;
- Repenser les circuits et filières de distribution.

Nous produisons déjà assez pour nourrir 10 milliards d'humains : le problème n'est pas la production, mais la répartition et l'accès. Pourtant, sans ce socle commun de conviction, les politiques locales peinent à se transformer. La sensibilisation – notamment des élu-es et des agent-es – reste donc le premier levier d'action.

Comment agir concrètement à l'échelle des territoires ?

1. S'autoriser à agir et retrouver la légitimité politique

Les collectivités ont souvent le réflexe de se dire "ce n'est pas notre compétence". Pourtant, l'agriculture est pleinement une question d'aménagement et d'économie locale. De nombreuses expériences, comme celle de Rennes (par le biais de la SCIC Terres de Sources) qui a intégré des critères de services écosystémiques dans ses appels d'offres alimentaires, montrent qu'il est possible d'innover juridiquement.

L'enjeu est de retrouver la légitimité d'agir et de se donner le droit d'expérimenter, même sans budget spécifique. Agir, c'est parfois simplement "mettre son nez" dans les affaires locales : une commune qui s'intéresse aux transmissions agricoles influence déjà les dynamiques foncières. Imaginez que les communes mobilisent autant d'énergie pour sauver leur dernière ferme que leur dernière boulangerie : ce serait la preuve d'un vrai changement de posture face aux enjeux agricoles.

2. Monter en compétence et s'inspirer

Assumer cette légitimité implique de se former : comprendre les enjeux agricoles, mutualiser les savoirs, identifier les réussites ailleurs. Des journées comme celles-ci, financées par la Région et le Département, sont essentielles pour cette montée en compétences. Les collectivités devraient aussi intégrer des expert-es agricoles et fonciers dans leurs services, ainsi que des animateur-rices capables de gérer la concertation entre des mondes divisés : bio/conventionnel, ancien-nes/nouveaux-elles, propriétaires/locataires... L'enjeu humain et relationnel est aussi important que l'enjeu technique.

3. Élargir le cercle des acteurs

Le monde agricole est pluriel, et la Chambre d'agriculture ne le représente pas à elle seule. Diversifier les interlocuteurs -syndicats minoritaires, associations, collectifs citoyens, chercheurs, consommateurs- favorise des approches plus ouvertes. Travailler avec les "innovacteur-rices" et pionnier-es permet de tester à petite échelle avant de généraliser. Certaines collectivités vont même jusqu'à donner une voix juridique à la nature, comme le Parlement de Loire, afin d'équilibrer les décisions entre production, environnement et intérêt collectif.

4. Dépasser la morale pour démontrer l'intérêt collectif

La transition agricole n'est pas qu'une affaire de valeurs. Elle est aussi rationnelle et économiquement pertinente :

- il coûte moins cher d'encourager les services écosystémiques que de dépolluer l'eau ;
- l'alimentation locale améliore la santé et soutient l'économie territoriale ;
- les cuisiniers retrouvent du sens à leur métier ;
- les agriculteurs gagnent en autonomie et en dignité ;
- les haies ou prairies permanentes offrent des bénéfices agronomiques mesurables.

Changer de modèle, ce n'est pas sacrifier la compétitivité : c'est retrouver du sens et de la résilience collective.

5. Vigilance face aux projets agro-énergétiques

Les projets de méthanisation et de photovoltaïque agricole séduisent par leurs promesses de revenus et de transition énergétique, mais leurs effets pervers sont nombreux :

- concurrence entre usages alimentaires et énergétiques des terres,
- hausse du prix du foncier,
- concentration des exploitations,
- endettement des fermes.

Les collectivités doivent évaluer ces projets avec une vision d'ensemble : préserver la souveraineté alimentaire, la biodiversité et l'installation de nouveaux agriculteurs.

6. Penser l'urbanisme alimentaire

Enfin, la transition agricole doit s'accompagner d'une réflexion sur l'accès à l'alimentation de qualité pour tous. Les "déserts alimentaires" – zones sans accès à des produits frais et locaux – se multiplient. Les collectivités doivent intégrer cet enjeu dans leur politique d'urbanisme. L'alimentation doit être considérée comme une infrastructure territoriale et un droit fondamental.

Conclusion : oser agir malgré les obstacles

Cette journée a mis en lumière un paradoxe : le diagnostic est partagé, les leviers connus, mais le passage à l'action reste difficile. Le véritable enjeu est d'oser :

- oser s'impliquer politiquement,
- oser expérimenter,
- oser faire confiance aux acteurs du territoire.

Les élu-es engagés dans la transition agricole plantent des graines dont les fruits seront récoltés plus tard – un acte de courage politique. Mais le contexte reste complexe : la loi Duplomb, adoptée malgré des Assises de la transition agricole, illustre la difficulté d'un dialogue réellement ouvert. Les moyens financiers doivent également être repensés, par exemple via la Sécurité sociale de l'alimentation.

Enfin, cette journée, comme beaucoup d'autres, a surtout rassemblé des convaincus. Le défi des prochaines années sera de sortir de ce cercle, de dialoguer avec les hésitants, et d'élargir la mobilisation.

RAPPORT D'ÉTONNEMENT DE FRÉDÉRIC WALLET

A partir des riches exposés lors des ateliers, quelques lignes de réflexions peuvent être esquissées pour définir des logiques d'intervention des collectivités locales pour accompagner les mutations agricoles et la transition écologique.

1. Gouvernance et organisation collective

- **Penser de nouveaux modèles de gouvernance à travers 3 systèmes à construire, renforcer, maîtriser, articuler :**
 - Régulation imaginer de nouvelles pratiques de l'action publique en réponse à l'incertitude et la progressivité des changements (planification en termes de trajectoires) ;
 - Information : améliorer la capacité d'anticipation par le renforcement des pratiques d'évaluation et le développement des outils d'observation et d'information notamment les savoirs locaux ;
 - Décision : renforcer et pérenniser la participation et l'engagement des citoyens pour une co-construction chemin faisant du design et de la mise en œuvre des trajectoires de transition/adaptation.
- **Elaborer des dispositifs adaptés** (chartes, labels, critères de suivi et d'impact, plans de gestion, guides de bonnes pratiques, engagements contractuels...) ;
- **Articuler les domaines d'intervention des collectivités locales pour une approche systémique, répondant aux enjeux de santé globale et pour tous ;**
- **Faire preuve de pragmatisme : saisir les opportunités de dispositifs et travailler avec les acteurs les plus motivés ;**
- **Favoriser la collaboration entre territoires : mutualisation des expériences et des moyens, complémentarité des stratégies** (lien rural-urbain notamment).

2. Stratégies et modèles de développement

- **Raisonnement les choix de modèles** agricoles, alimentaires et énergétiques, et leur complémentarité ;
- Tenir compte de la diversité des attentes, des logiques et des stratégies pour **construire des compromis acceptables par tous ;**
- **Envisager les étapes vers plus de sobriété des usages et des pratiques** (alimentaire, énergétique, foncière...).

3. Transition écologique et résilience

- **S'outiller pour penser les trajectoires de transition écologique :** identifier les ressources financières et organisationnelles à mobiliser ;
- **Considérer la résilience comme un processus collectif** et non comme un effort individuel ;
- **Identifier les leviers de transformation et favoriser les processus d'apprentissage** individuel et collectif.

4. Accompagnement et innovation

- **Accompagner les agriculteurs** dans les démarches innovantes, sécuriser les expérimentations pour éviter les pertes de revenus ;
- **Tirer parti des effets de mimétisme entre acteurs locaux pour favoriser la diffusion des solutions nouvelles.**

5. Formation et montée en compétences

- **Former pour assurer la montée en compétence** des personnels administratifs, associatifs et des professionnels ;
- **Sensibiliser puis impliquer les élus et les citoyens ;**
- **Saisir les attentes et besoins des professionnels.**

6. Animation et mobilisation

- **Aller chercher les acteurs** (réunions publiques, groupes de travail...) ;
- **Construire pas à pas :** fixer des objectifs atteignables et des horizons mobilisateurs
- **Considérer que la transition exige un engagement sur le long terme**